L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 11 SEPTEMBRE 1874.

48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 11 SEPTEMBRE,

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par G. Léaumont, au No 66 de la rue de Chartres, vêtements neufs, artimes de toilette etc.

Par Vincent & Co., aux Nos. 82 et 84 de la rue de la Douane—Marchandises sèches, étrangères et américaines.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—broderies, dentelles, rubans de velours, robes "motions."

La Tête de Turc.

Il y a dans les foires en France, entr'autres amusements, une tête de Turc montée sur un ressort à boudins et sur laquelle les amateurs exercent leurs forces en frappant à grands coups de poing. Des cranes indiquent la force de chaque coup. On peut s'en donner à cœur joie, la tête est faite pour cela.

Depuis la guerre, le Sud nous paraît jouer le rôle de cette tête de Turc pour la presse du Nord. Arrive t-il qu'à bout de patience quelques hommes exaltés fassent justice sommaire de deux ou trois coquins qui ne l'ont pas volé, et voilà les feuilles du Nord qui, à l'envi, poussent contre le Sud tout entier des clameurs de haro.

Qu'un nègre viole une femme blanche dans la Pennsylvanie et qu'on le pende sans forme de procès, c'est très bien, mais que le même fait se produise dans le Sud, c'est un outrage intolérable qu'il faut réprimer avec toutes les forces de terre et de mer des Etats-Unis!

Il ne se passe pas d'années que le télégraphe ne nous signale plusieurs cas d'application de la loi de Lynch aux voleurs de chevaux dans l'Indiana, l'Etat du général Morton. Nous n'avons jamais entendu dire que l'assistance des troupes des Etats-Unis ait été invoquée contre les citoyens de cet Etat, et la virtuoseuse presse ait prêté à sévir contre le Sud, n'a jamais consacré son attention à ces bagatelles. Voler un gouvernement ou les fortunes des habitants d'un Etat est, cependant, un plus grand crime que de voler un cheval.

Mais, au moindre acte de violence qui se produit dans le Sud et surtout en Louisiane, nous voyons ces feuilles taper de nouveau à tour de bras sur la tête de Turc avec une ardeur et une émulation qui semblent indiquer que cela doit faire beaucoup plaisir à leurs lecteurs. Elles n'attendent pas d'être renseignées sur les événements; elles se hâtent de prendre la version la plus défavorable à la population blanche du Sud et ensuite elles n'en veulent plus démordre et elles continuent à représenter comme des crimes les actes de la plus légitime défense.

Que ce soit là le rôle des feuilles radicales, ce n'est pas surprenant, mais que des feuilles conservatrices se laissent entraîner à répéter les mêmes diatribes, voilà ce qui cause surtout étonnement et fait désespérer le l'opinion publique au Nord.

Et ce n'est assez dit sur le massacre de Colfax! Et, cependant, y a-t-il jamais au monde eu plus clair de légitime défense que celui des braves et courageux citoyens qui ont affronté la mort pour épargner à leur paroisse le sort de Saint Domingue.

Dans l'affaire de Coushatta, des documents authentiques qui seront livrés en temps et lieu à la publicité, établiront jusqu'à la dernière évidence, que les hommes qui ont perdu la vie étaient coupables d'avoir prémédité, préparé et commencé à exécuter un plan d'agression suivant des instructions venues de la Nouvelle-Orléans.

Les blancs ne peuvent pourtant pas laisser violer leurs femmes et leurs filles, exterminer les enfants et les vieillards et se laisser massacrer eux-mêmes, pour la satisfaction négative de ne pas exciter la bile de la presse du Nord. L'instinct de la conservation l'emporte en pareils cas sur les considérations purement abstraites, et l'homme agit sous l'impulsion de cet instinct, parce qu'il ne voit que le danger présent et non les conséquences mensongères qui ont tiré de son acte de défense.

Il y a assez longtemps que les hommes du Sud souffrent mille insultes et mille injures injustes en respect qu'ils ont pour l'opinion publique au Nord.

Il est temps d'en finir avec cette fantasmagorie, basée sur un système persistant de calomnies. Il faut marcher et agir au grand jour, et lorsqu'il sera nécessaire de châtier des criminels qui se sont mis au ban de la société et de la civilisation, il ne faudra pas craindre de le faire, en disant "nous l'avons fait pour telle et telle raison, dans une des sections de notre droit et de notre conscience." Que l'opinion du Nord juge ensuite, comme elle l'entendra.

Si ceux qui partirent pour le Nord ne nous condamnent sans procès, notre patience et notre modération ne nous feront rien gagner.

Adresse des citoyens de la paroisse CADDO AU PRÉSIDENT.

Le *Shreveport Times*, du 5 septembre contient le texte de l'adresse des citoyens de la paroisse Caddo au président sur l'affaire de Coushatta. Cette adresse est admirablement rédigée: le ton en est calme et les expressions mesurées. Elle prouve par des dates que M. Kellogg a été dans l'erreur quand il a attribué à des gens de Caddo le meurtre de ces six subalternes, parce qu'il est matériellement impossible que cela soit. Elle démontre clairement le but de l'usurpateur qui a provoqué un conflit afin de pouvoir faire arrêter les principaux citoyens du parti conservateur par des troupes fédérales et désorganiser ainsi l'opposition pendant la campagne électorale.

L'Adresse dement absolument la version de Kellogg sur l'origine des troubles et invoque des témoignages d'une véracité indubitable qui établissent que les nègres ont été poussés à la lutte par les mineurs blancs ainsi d'amener un état de choses qui engagerait le Président à envoyer des troupes.

L'Adresse conclut en demandant au Président d'envoyer une commission d'hommes impartiaux pour visiter l'Etat et faire une enquête qui mette en lumière la vérité. Cette commission trouvera toutes les facilités possibles et des témoignages amples et complets. L'Adresse se termine ainsi:

"Nous ne réclamons qu'un enregistrement loyal, une élection libre et les fruits de la victoire, si nous la remportons."

C'est là tout le programme de l'opposition.

Demain, samedi, le grand tirage
De la loterie de la Louisiane.
De lin, samedi, le grand tirage
De la loterie de la Louisiane.
Demain, samedi, le grand tirage
De la loterie de la Louisiane.
Demain, samedi, le grand tirage
De la loterie de la Louisiane.
Demain, samedi, le grand tirage
De la loterie de la Louisiane.

ASSESSMENTS.—Nos. 170, 171, 172, et 173. — Voyez à la colonne des notices spéciales la mort de J. G. McLean, C. Schnderer, Peter Warckle et A. D. Barbier. Payable au bureau de l'association "Mutual and Benevolant Life Insurance" de la Louisiane, rue du camp, No 19.

Les meubles, Victoria de chambre à coucher, le meilleur marché, $60 seulement au complet, se vendent chez Jos. B. Hubbard, 122 Remparts.

— Le *Nouvelliste* de l'Yonne dit que le commissaire de police d'Auxerre est allé, hier, saisir chez M. Charrier, libraire, le cinquième fascicule de "l'Histoire illustrée et populaire de Napoléon III," par MM. de Cassagnac père et fils. De chez M. Charrier, M. le commissaire s'est rendu chez le libraire Gallot.

— Le facteur Mano, l'auteur des crimes de Tassons, est écroué à Cayenne des suites d'une nèvre. Il a avoué les cinq assassinats dont il avait été accusé, et deux dontre dont la justice n'avait pas découvrir l'auteur.

L'adresse du Comité des 70.

L'adresse du comité des 70 nous est parvenue à une heure trop avancée de la nuit avant hier pour que nous ayons pu la publier dans notre numéro d'hier. On la trouvera ci-dessous.

L'adresse conseille au peuple de s'abstenir d'actes de violence et, en même temps, elle lui conseille de compléter son organisation pour assurer le libre exercice de la franchise électorale.

Nous ne savons si, en présence des actes répétés d'arbitraire de Kellogg et de ses sbires, le peuple de la Nouvelle-Orléans pourra assez maîtriser sa juste indignation pour rester calme devant les provocations répétées de l'usurpateur, mais le conseil donné par l'adresse est sage en ceci que toute échauffourée suivie d'un insuccès ne peut que nuire à la cause du peuple.

Qu'y a-t-il donc à faire, diront les impatients? Uniquement ce que nous avons répété constamment depuis 1868, et ce que dit l'adresse dans sa conclusion—s'organiser. Tout est là.

Les ennemis de la population ou ses maîtres, si on veut, sont organisés; ils ont des chefs militaires à leur tête et ils savent qu'ils peuvent avoir facilement raison d'une émeute. C'est ce qui les enhardit à fouler aux pieds les droits les plus sacrés des citoyens.

Or, il ne faut pas d'émeute. Mais il faut que le peuple s'organise et s'armo pour pouvoir lorsque les circonstances le justifieront et l'exigeront, assurer le respect de ses droits au moyen d'une démonstration qui rende impossible, de la part des usurpateurs, tout acte d'arbitraire, tout emploi illégal de la force.

La presse ne peut avoir d'autres conseils à donner aux citoyens. Si ceux-ci suivent ces conseils et font leur devoir le succès est indubitable. Si la majorité d'entr'eux se contente de protester mollement, de parler, de gémir et semer le découragement chez les autres, ceux là seront responsables de la défaite et ce sera une lourde et cruelle responsabilité.

Adresse du Comité des 70.

8 septembre 1874.

En vue de la mesure récente prise par le gouvernement fédéral à l'égard des Etats du sud et considérant la portée de cette mesure en ce qui touche l'Etat de la Louisiane, il est

Résolu, Que dans notre opinion, cette mesure est le résultat d'une ignorance complète de la situation réelle des affaires dans cet Etat, et qu'elle tendra, nous le craignons, à prolonger le malheureux état de choses d'où sont venus les maux qu'on cherche à réparer;

Résolu, Que dans notre opinion la véritable cause des troubles de la Louisiane est dans le fait que le peuple n'a pas de confiance dans le gouvernement usurpateur actuel, qui ne commande pas l'obéissance et qui n'accorde aucune protection parce qu'il n'est pas basé sur le "consentement des gouvernés."

Résolu que, dans notre opinion, la restauration immédiate du gouvernement d'Etat dans les mains de ses officiers légalement élus, desquels il a été arraché par la puissance fédérale, est le vrai remède et qu'il remédierait promptement à toutes nos difficultés et rétablirait la paix et l'ordre.

Résolu que dans notre opinion, le seul et le cette mesure de l'administration doit être d'unir le peuple et de fortifier la détermination de tout vrai patriote de se élever avec plus de désintéressement à l'intérêt public et de contribuer plus largement, par tous les moyens en son pouvoir, au succès de notre cause—certain qu'il doit être qu'avec une majorité évidente, l'union, la vigilance et le courage doivent nous assurer la victoire en novembre.

Résolu, que, dans l'opinion de ce comité, le peuple doit s'abtenir de tous les actes de violence et doit se consacrer avec énergie à l'œuvre d'organisation dans le but de assurer l'exercice libre et impartial de la franchise électorale à la prochaine élection.

Résolu, que, dans l'opinion de ce comité, la responsabilité du sang de tout homme qui a été tué dans cet Etat par suite de conflit politique, depuis deux ans, pesa sur William Pitt Kellogg, qui occupe l'emploi le plus élevé de l'Etat ou intégra de la loi, de la justice et en défiant l'opinion du monde civilisé.

R. H MARR, Président.
Jas. D. HILL, Secrétaire.

UNE PROPOSITION DE CONVENTION NATIONALE.

Le *Courrier des Etats-Unis* cite quelques extraits d'un article du *Herald*, qu'il fait précéder des observations suivantes:

La résolution prise par le président Grant à la suggestion de l'attorney général Williams, de faire occuper militairement divers districts des Etats du Sud menacés de troubles plus ou moins sérieux, est un des sujets les plus graves qui puissent appeler l'attention des hommes réfléchis. N'est-ce pas un fait bien singulier qu'après dix ans de paix et dix ans de pouvoir incontesté, le parti républicain n'ait réussi à rien qu'à susciter entre les blancs et les noirs du Sud des animosités qui n'existaient pas après la guerre, ni même pendant la guerre?

Les fauteurs de discorde disent que ces animosités sont le résultat non d'excitations hostiles, mais de la persistance des anciens confédérés à refuser d'accepter les conséquences de la guerre. Mais il n'est pas un esprit aujourd'hui qui admette cette thèse. Il serait superflu de chercher à démontrer pour la centième fois que la discorde cet, depuis la guerre, souffloé et entretenue par une poignée de blancs sans aveu et sans cœur, robin des deux armées qu'ils ont trahies tour à tour, et qui, la guerre finie, se sont fait une industrie et le mensonge une clientèle d'affranchis, hommes nécessairement ignorants, infatués de leurs nouveaux privilèges qu'ils ne comprennent pas, et dont ils ne savent servir le vote à leur ambition et à leur cupidité.

"Pouvons-nous réellement, dit le *Herald*, reconstruire les Etats du Sud sans le concours des vrais enfants du Sud? Nous l'avons essayé, en nous appuyant sur les affranchis ignorants qui hier encore étaient esclaves, et sur les aventuriers blancs échappés du Nord en mendiants politiques et en soldats de fortune. La reconstruction est moins faite que jamais. Nous voyons au contraire des troubles, des soulèvements, la corruption et le désordre.....

"Qu'est donc le remède? Il est oiseux de parler de la force militaire pour imposer la paix. Il n'y a pas de force militaire capable d'imposer la paix dans un pays où toutes les conditions de la vie sociale sont troublées, à moins de l'extermination du peuple.....

"Le sentiment public de ce pays n'admettrait jamais une politique qui aurait pour moyen l'occupation armée du Sud. Ce serait une dépense, une honte, un scandale, un fardeau qui ne serait jamais volontairement supporté,—une violation flagrante du génie de nos institutions.

"Mais il y a d'autres questions qui s'imposent. N'avons-nous pas soumis le Sud à une sanction comme conséquence de la guerre? Ne l'avons-nous pas assez chatié, et chatié dix fois plus sévèrement que la France n'a été chatiée par un envahisseur étranger? Si l'Allemagne a étonné le monde en extorquant cinq milliards à la France, que doit-on penser de l'amende de dix milliards qui, en estimant chaque esclave à cinq cents dollars, a été imposée au Sud par l'émancipation, s'il ne lui est pas alloué quelque compensation,—non pas en argent assurément, mais sous forme de développement des industries du Sud qui ont été détruites par la guerre.

"Si nous, gens du Nord, nous avons pendant des générations soutenu, approuvé l'esclavage et en avons profité tant qu'il était une institution, ne devons-nous pas supporter une partie des dépenses et de la responsabilité pour le droit que nous prenons de le regarder comme un crime? Pour avoir vaincu le Sud, avons-nous le droit de lui infliger tout le fardeau de l'affranchissement autrefois comme une institution?"

Ces observations ne sont que justes et humaines, mais par cela même elles n'ont guère chance d'être écoutées, car elles s'adressent à des hommes qui obéissent non aux lois de l'humanité, mais à la passion et à l'intérêt; elles rencontreront non plus des esprits conduits par l'amour du bien, mais des esprits conduits par l'esprit de parti et l'ambition personnelle.

De même aussi craignons-nous que le même journal ne parle dans le désert quand il appelle l'autorité de la nation réunie en conseil pour délibérer par la voix des délégués accrédités, sur le rétablissement du droit odieusement sacrifié au profit d'une caste égoïste et oppressive.

"Ce sont, dit le *Herald*, des questions vitales. Ce n'est pas à nous de les résoudre, mais nous ne voyons pas quel genre de reconstruction il peut y avoir tant qu'elles ne seront pas décidées. Ne serait-il donc pas sage et politique de convoquer la guerre, ses causes, ses conséquences et entretenue par une poignée de blancs sans aveu et sans cœur, robin des deux armées qu'ils ont trahies tour à tour, et qui, la guerre finie, se sont fait une industrie et le mensonge une clientèle d'affranchis, hommes nécessairement ignorants, infatués de leurs nouveaux privilèges qu'ils ne comprennent pas, et dont ils ne savent servir le vote à leur ambition et à leur cupidité.

"Pouvons-nous réellement, dit le *Herald*, reconstruire les Etats du Sud sans le concours des vrais enfants du Sud? Nous l'avons essayé, en nous appuyant sur les affranchis ignorants qui hier encore étaient esclaves, et sur les aventuriers blancs échappés du Nord en mendiants politiques et en soldats de fortune. La reconstruction est moins faite que jamais. Nous voyons au contraire des troubles, des soulèvements, la corruption et le désordre.....

"Qu'est donc le remède? Il est oiseux de parler de la force militaire pour imposer la paix. Il n'y a pas de force militaire capable d'imposer la paix dans un pays où toutes les conditions de la vie sociale sont troublées, à moins de l'extermination du peuple.....

"Le sentiment public de ce pays n'admettrait jamais une politique qui aurait pour moyen l'occupation armée du Sud. Ce serait une dépense, une honte, un scandale, un fardeau qui ne serait jamais volontairement supporté,—une violation flagrante du génie de nos institutions.

"Mais il y a d'autres questions qui s'imposent. N'avons-nous pas soumis le Sud à une sanction comme conséquence de la guerre? Ne l'avons-nous pas assez chatié, et chatié dix fois plus sévèrement que la France n'a été chatiée par un envahisseur étranger? Si l'Allemagne a étonné le monde en extorquant cinq milliards à la France, que doit-on penser de l'amende de dix milliards qui, en estimant chaque esclave à cinq cents dollars, a été imposée au Sud par l'émancipation, s'il ne lui est pas alloué quelque compensation,—non pas en argent assurément, mais sous forme de développement des industries du Sud qui ont été détruites par la guerre.

"Si nous, gens du Nord, nous avons pendant des générations soutenu, approuvé l'esclavage et en avons profité tant qu'il était une institution, ne devons-nous pas supporter une partie des dépenses et de la responsabilité pour le droit que nous prenons de le regarder comme un crime? Pour avoir vaincu le Sud, avons-nous le droit de lui infliger tout le fardeau de l'affranchissement autrefois comme une institution?"

TÉMOIGNAGES IMPORTANTS DANS L'AFFAIRE DE COUSHATTA.

Nous avons reçu, à une heure avancée de la nuit, les témoignages recueillis par un comité spécial sur l'affaire de Coushatta, qui prouvent surabondamment que certains émissaires blancs de la paroisse Rivière Rouge, avaient excité les nègres à se lever en masse pour exterminer tous les blancs, voulant de cette façon faire naître un prétexte pour demander des troupes en Louisiane.

Nous regrettons beaucoup que le temps nous manque pour publier en entier ce document important et nous nous bornerons pour aujourd'hui à reproduire une lettre bien authentique du sénateur radical H. M. Twitchell, datée de la Nouvelle-Orléans et adressée au shérif radical Edgerton.

La voici textuellement:

Nouvelle-Orléans, Lne. 4 août 1874.

F. S. Edgerton, shérif, paroisse Rivière Rouge, Lne.

J'ai reçu votre lettre ce matin et j'ai vu le gouverneur et le marshal des Etats-Unis. Aussitôt qu'on aura commis ouvertement quelques actes de violence, un marshal des Etats-Unis pourra vous être envoyé et il prendra sans aucun doute des troupes avec lui. Je vous conseillerais si l'on demandait votre démission, d'être bien sûr d'abord que l'on doit user de violence à votre égard, dans le cas où *vous ne le feriez pas*, et alors, pour sauver votre vie, résignez.

Les affaires de Natchitoches ne sont pas réglées encore. Le gouverneur ne permettra pas qu'une populace gouverne la Louisiane.

H. M. TWITCHELL.

Ce n'est qu'après la réception de cette lettre que les troubles ont commencé dans la paroisse de la Rivière Rouge, et l'on voit que les coupables qui ont subi un si terrible châtiment avaient reçu leurs instructions pour agir comme provocateurs afin de pousser à une guerre de races.

Il vous reste encore quelques heures
Pour acheter votre billet.
La Loterie de la Louisiane
Se tire demain, samedi.
Il vous reste encore quelques heures
Pour acheter votre billet.
La Loterie de la Louisiane
Se tire demain, samedi.
Il vous reste encore quelques heures
Pour acheter votre billet.

Résolu, Que dans notre opinion, cette mesure est le résultat d'une ignorance complète de la situation réelle des affaires dans cet Etat, et qu'elle tendra, nous le craignons, à prolonger le malheureux état de choses d'où sont venus les maux qu'on cherche à réparer;

Résolu, Que dans notre opinion la véritable cause des troubles de la Louisiane est dans le fait que le peuple n'a pas de confiance dans le gouvernement usurpateur actuel, qui ne commande pas l'obéissance et qui n'accorde aucune protection parce qu'il n'est pas basé sur le "consentement des gouvernés."

Résolu que, dans notre opinion, la restauration immédiate du gouvernement d'Etat dans les mains de ses officiers légalement élus, desquels il a été arraché par la puissance fédérale, est le vrai remède et qu'il remédierait promptement à toutes nos difficultés et rétablirait la paix et l'ordre.

Résolu que dans notre opinion, le seul et le cette mesure de l'administration doit être d'unir le peuple et de fortifier la détermination de tout vrai patriote de se élever avec plus de désintéressement à l'intérêt public et de contribuer plus largement, par tous les moyens en son pouvoir, au succès de notre cause—certain qu'il doit être qu'avec une majorité évidente, l'union, la vigilance et le courage doivent nous assurer la victoire en novembre.

Résolu, que, dans l'opinion de ce comité, le peuple doit s'abtenir de tous les actes de violence et doit se consacrer avec énergie à l'œuvre d'organisation dans le but de assurer l'exercice libre et impartial de la franchise électorale à la prochaine élection.

Résolu, que, dans l'opinion de ce comité, la responsabilité du sang de tout homme qui a été tué dans cet Etat par suite de conflit politique, depuis deux ans, pesa sur William Pitt Kellogg, qui occupe l'emploi le plus élevé de l'Etat ou intégra de la loi, de la justice et en défiant l'opinion du monde civilisé.

R. H MARR, Président.
Jas. D. HILL, Secrétaire.

Meubles de salle à manger, sideboard avec dessus en marbre,—pour $87 seulement, chez Jos. B. Hubbard, 122 Remparts.

ESPAGNE.—Port-Vendres, 28 août, soir. Le dernier numéro de l'*Estandarte*, journal officiel du camp de don Alphonse, en date du 7 août, publie un ordre général confirmant la nomination du maréchal de Camp Lizarraga comme chef d'état-major de l'armée du centre, en remplacement des généraux Moya et Freixa qui remplissaient l'intérim des mêmes fonctions; le général Moya remplace, vice le commandement de la province de Valence, le général Palacios, nommé commandant intérimaire de l'armée. Le général Freixa présidera à la juntc chargée de la classification des chefs et des officiers.

Un ordre du prince déclare que; puisque le gouvernement de la République confisque les biens de tous les militaires et auxiliaires de la cause royale, les obligeant à quitter leurs foyers, il usera du droit de légitime défense. En conséquence, les familles des militaires ou des auxiliaires de la République devront évacuer le territoire occupé par les carlistes; leurs biens, non moins séquestre, serviront comme malfrait pour indemniser les carlistes dépossédés.

Chaque province aura une junte administrative chargée d'exécuter ces mesures.

—Nous lisons dans la *Gazette de Constance*:

L'ex-maréchal Bazaine a été effectivement à Arenenberg. Vendredi dernier, il est arrivé avec sa famille dans l'hôtel de notre ville, et, quoique voyageant sous le nom d'un monsieur Axarti, il fut immédiatement reconnu par plusieurs personnes.

Nous apprenons, d'un autre côté, que le fugitif s'est présenté à Arenenberg, mais qu'il y a été plutôt un sujet d'embarras que de joie, au point qu'il a cru, après un très court séjour, devoir secouer la poussière de ses souliers.

Les meilleurs lits à fort élastiques se trouvent chez Jos. B. Hubbard, 122 Remparts.

DUEL A POUDRE.—On télégraphie de Sacramento au *Courrier de San Francisco*:

Ed. Arnott, facteur, et M. Genese, régisseur de la troupe Maguire, qui donne en ce moment des représentations ici, se sont rendus sur le bord de la rivière pour se battre en duel. Les pistolets avaient été chargés à poudre seulement par les seconds, E. J. Buckley et T. Maguire. Après avoir échangé trois coups de feu, la police est intervenue et a arrêté les deux adversaires, qui ont été relâchés peu après lorsque la plaisanterie a été connue. M. Arnott assure parfaitement qu'il n'avait aucun danger à courir, et c'était pour cela qu'il avait consenti à se battre. Quant à M. Genese, il n'avait pas connaissance de l'absence de balles dans les pistolets.

—La *Liberté* rend compte en ces termes d'un incident qui aurait signalé le passage du président de la République à Morlaix:

Un jeune prêtre, peu soucieux de l'habit qu'il porte et du caractère sacré qui s'attache à son ministère, se serait écrié, en traversant un maréchal de Mac-Mahon: "Défendez Rome et Pie IX comme vous défendez la France!" Bien que le maréchal-président ait accueilli cette apostrophe avec le plus grand calme, ce silence n'a pas été imité par le public, et la foule, mettant à profit l'occasion qui s'offrait si inopinément, s'est empressée de transformer l'arrivée du maréchal en une manifestation bruyante, où les cris de: "Vive le maréchal! vive la France!" étaient dominés par les cris de: "Vive la République!" accompagnés de vociférations d'un caractère fort agressif à l'adresse du clergé. De tels faits sont regrettables; fort heureusement ils sont isolés, et, en dehors du prurit du moment, ils demeurent sans conséquence.

—Les avis de Lunéville portent qu'une polémique assez vive s'était élevée entre M. Teutsch, député d'Alsace-Lorraine, au Reichstag, et M. de Wulffen, directeur de l'arrondissement de Saverne, au sujet de lettres de ce dernier publiées dans une récente brochure de M. Teutsch; il est résulté de ce conflit une provocation en duel provoquant de l'administrateur allemand.

Dans une lettre parfaitement convenable l'honorable député a décliné la provocation qui lui était adressée: "Si je voulais, dit-il, laver dans le sang toutes les insultes qui m'ont été faites depuis que je siège au Reichstag, il vous faudrait, monsieur, attendre votre tour, qui ne serait guère que le *centième*, et d'ici là, il est fort probable que je ne serais plus de ce monde."

—On lit dans la *Patrie*:

On n'a pas oublié qu'aux jours les plus mauvais de la campagne de 1870 71, quelques mots de la démocratie avient forme une *Ligue du Midi*, dont le programme sédition,—non pas en argent assurément, mais sous forme de développement des industries du Sud qui ont été détruites par la guerre.

"Si nous, gens du Nord, nous avons pendant des générations soutenu, approuvé l'esclavage et en avons profité tant qu'il était une institution, ne devons-nous pas supporter une partie des dépenses et de la responsabilité pour le droit que nous prenons de le regarder comme un crime? Pour avoir vaincu le Sud, avons-nous le droit de lui infliger tout le fardeau de l'affranchissement autrefois comme une institution?"

Ces observations ne sont que justes et humaines, mais par cela même elles n'ont guère chance d'être écoutées, car elles s'adressent à des hommes qui obéissent non aux lois de l'humanité, mais à la passion et à l'intérêt; elles rencontreront non plus des esprits inspiré par l'amour du bien, mais des esprits conduits par l'esprit de parti et l'ambition personnelle.

De même aussi craignons-nous que le même journal ne parle dans le désert quand il appelle l'autorité de la nation réunie en conseil pour délibérer par la voix des délégués accrédités, sur le rétablissement du droit odieusement sacrifié au profit d'une caste égoïste et oppressive.

"Ce sont, dit le *Herald*, des questions vitales. Ce n'est pas à nous de les résoudre, mais nous ne voyons pas quel genre de reconstruction il peut y avoir tant qu'elles ne seront pas décidées. Ne serait-il donc pas sage et politique de convoquer la guerre, ses causes, ses conséquences et entretenue par une poignée de blancs sans aveu et sans cœur, robin des deux armées qu'ils ont trahies tour à tour, et qui, la guerre finie, se sont fait une industrie et le mensonge une clientèle d'affranchis, hommes nécessairement ignorants, infatués de leurs nouveaux privilèges qu'ils ne comprennent pas, et dont ils ne savent servir le vote à leur ambition et à leur cupidité.

"Pouvons-nous réellement, dit le *Herald*, reconstruire les Etats du Sud sans le concours des vrais enfants du Sud? Nous l'avons essayé, en nous appuyant sur les affranchis ignorants qui hier encore étaient esclaves, et sur les aventuriers blancs échappés du Nord en mendiants politiques et en soldats de fortune. La reconstruction est moins faite que jamais. Nous voyons au contraire des troubles, des soulèvements, la corruption et le désordre.....

"Qu'est donc le remède? Il est oiseux de parler de la force militaire pour imposer la paix. Il n'y a pas de force militaire capable d'imposer la paix dans un pays où toutes les conditions de la vie sociale sont troublées, à moins de l'extermination du peuple.....

"Le sentiment public de ce pays n'admettrait jamais une politique qui aurait pour moyen l'occupation armée du Sud. Ce serait une dépense, une honte, un scandale, un fardeau qui ne serait jamais volontairement supporté,—une violation flagrante du génie de nos institutions.

"Mais il y a d'autres questions qui s'imposent. N'avons-nous pas soumis le Sud à une sanction comme conséquence de la guerre? Ne l'avons-nous pas assez chatié, et chatié dix fois plus sévèrement que la France n'a été chatiée par un envahisseur étranger? Si l'Allemagne a étonné le monde en extorquant cinq milliards à la France, que doit-on penser de l'amende de dix milliards qui, en estimant chaque esclave à cinq cents dollars, a été imposée au Sud par l'émancipation, s'il ne lui est pas alloué quelque compensation,—non pas en argent assurément, mais sous forme de développement des industries du Sud qui ont été détruites par la guerre.

"Si nous, gens du Nord, nous avons pendant des générations soutenu, approuvé l'esclavage et en avons profité tant qu'il était une institution, ne devons-nous pas supporter une partie des dépenses et de la responsabilité pour le droit que nous prenons de le regarder comme un crime? Pour avoir vaincu le Sud, avons-nous le droit de lui infliger tout le fardeau de l'affranchissement autrefois comme une institution?"

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La saisie des armes par la police.

Le juge Houston fait respecter sa Cour.

Badger et McArthur arrêtés et mis sous les verrous.

Ils sont pardonnés par Kellogg.

Un nouvel outrage.

La plus grande excitation régnait en ville, hier matin, à cause de la saisie arbitraire des armes appartenant à MM. Armand Guyol, Jr., et Léon Frémaux par la police métropolitaine, et le refus des autorités radicales d'obtempérer aux ordres du juge de paix Houston et de la sixième cour de district, présidée par le juge Saucier.

La cour municipale du premier district est entrée en séance à dix heures, avec le juge McArthur au fauteuil.

Le procès de l'Etat contre Armand Guyol et Léon J. Frémaux a été appelé et renvoyé à mercredi, 16 septembre.

Voici l'affidavit qui a été dressé par un certain personnage appartenant à la nombreuse famille des Smith, qui n'est, probablement, qu'un homme de paille:

Etat de la Louisiane.
Cour Municipale de police de la ville de la Nouvelle-Orléans.

L'Etat versus Armand Guyol Jr. et Léon J. Frémaux.

Il vous reste encore quelques heures
Pour acheter votre billet.
La Loterie de la Louisiane
Se tire demain, samedi.
Il vous reste encore quelques heures
Pour acheter votre billet.
La Loterie de la Louisiane
Se tire demain, samedi.
Il vous reste encore quelques heures
Pour acheter votre billet.

Meubles de salon, lits et cadenas, chez Jos. B. Hubbard, cote Remparts et Fardido.

Le pauvreté de quelques-uns
En richesse sera changée
Demain, samedi, après le tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Le pauvreté de quelques-uns
En richesse sera changée
Demain, samedi, après le tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Pauvres aujourd'hui et riches demain.
Ah! ah! Qu'en pensez vous?

Meubles de salon, lits et cadenas, chez Jos. B. Hubbard, cote Remparts et Fardido.

Preuve courage, invalides.

La peur et la faiblesse perdent tout le désespoir, et l'invalide qui souffre tout à la fois d'une débilité physique et d'une dépression mentale est vraiment dans un état pitoyable. Mais qu'il prenne courage! il existe un homme pour le soulager dans ses infirmités; ce dont les Bitters de Hostetter. Parmi les cessons les plus communes de confiance, de faiblesse et de préoccupé sont les maux qui affectent l'estomac, le foie, le canal alimentaire, les nerfs et les muscles, tels que le dyspepsie, les désordres bilieux, la constipation, le mal de tête, l'hypocondrie et le rhumatisme, qui cèdent tous promptement à l'influence régénératrice, et purifiant des toniques végétal, stimulant et préservateur. Preuve courage, pauvres invalides! vous trouverez le remède que vous cherchez dans les Bitters de Hostetter.

Décédé hier soir à 9 15 heures à l'âge de vingt ans, JOSEPHINE SCHLEINSNEDER, épouse de JULES CATHALOUGNE. Les amis et connaissances des familles Cathalougne et Schleinsner sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui vendredi 11 septembre 1874. Le corps est exposé No 285 rue d'Orléans entre Derbigny et Roman.

De la part de son époux.

Bureaux de Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association of La.—Aux No. 19 de la rue du Camp—Nouvelle-Orléans, 4 septembre 1874.—Avis est donné par ce bureau de cette association de la perte de J. W. Mercer, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 1er avril 1874; de la mort de Carl Schnderer, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 10 mai 1874; de la mort de Peter Warckle, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 4 juin 1874; de la mort de A. D. Barbier, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 16 juillet 1874 (le numéro requis, sans autre avis, de la part des bureaux de l'association, No. 19 de la rue du Camp, étant le 14 octobre 1874, à 1 heure de l'après-midi, et d'y payer $1 par chacun de ces décès.

R. B. YOUNG, secrétaire.

Meubles de salon, lits et cadenas, chez Jos. B. Hubbard, cote Remparts et Fardido.

Recho No 9.—8e Ward.—L'assemblée régulière hebdomadaire de ce club aura lieu, au coin des rues Toulouse et Remparts, CE SOIR, vendredi, 11 septembre, à sept heures. Les membres sont priés d'être ponctuels.

Par ordre du
A. M. DELMAS, chef.
PAUL ZANDELL, secrétaire. 11 sept—1f

Avis Spécial.

En conséquence des Fêtes Religieuses, le soussigné de FELLMAN BROS sera fermé VENDREDI soir, de 4 heures, à LUNDI matin.

11 sept—1f. A. SCHWARTZ.

Les soussignés achètent

LES certificats de dépôts de la Banque des Citoyens et en escompte le produit.

SARNETT & CAMMACK,
Courtiers.
11 sept—6t AU No. 19 de la rue Carondelet.

CAZAUX & VERGNOLE

NÉGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES
En Vins, Cognacs et Corliaux,
73.....VIEILLE-LEVEE.....73
NOUVELLE-ORLEANS.
1 mai—1an

AVIS!—Ne le Capitaine et les Consignataires du navire français "FORMOSE", Capt. Du Gouyat de Liverpool, se seront pas responsables des dettes que pourrait contracter l'équipage de ce navire.
10 sept—2f. PF.

Nouvelle-Orléans, le 9 septembre 1874.—Le Capitaine et les Consignataires de la barque française "CYRUS" informent le public que dès ce jour ils ne seront pas responsables des dettes que pourrait contracter l'équipage de la dite barque.

U. MARINONI,
Et pour le Consignataire.
10 sept—6t

Les vetements Compressures de la Ward.—Les vetements compressés de la Ward, qui ont d'abord été présentés au public, ont été cause d'ennuis sérieux avec le parti Démocrate, tout le plus élevé de l'Etat ou intégra de la loi, de la justice et en défiant l'opinion du monde civilisé. Mais ces ennuis ont été réglés de ce rapport et ne doivent pas être surgissants sur les bureaux du club d'opposition. Le parti de la réunion et procédé ces jours à l'enregistrement des noms de l'Etat. Ces noms ont été mis en place, et ils ne seront pas mis en place, et ils ne seront pas mis en place, et ils ne seront pas